



V. D. 9151 : Accord avec le S.E.I.T.A.
pour le transport des tabacs et des
allumettes.-

Traité passé avec le Ministère des Finances pour le transport
de matières brutes ou fabriquées et de matériel relevant
des Finances. (transports de toute nature)

Dénouciation de l'ancien traité.

Lettre SNCF au M. des Finances	11. 7.39 (manque)
Lettre SNCF au M. des Finances	14. 4.41 (manque)
Dépêche du M. des F. à la SNCF	11. 5.41 (manque)
Lettre SNCF au M. des Finances	12. 9.41
Copie au M. des T.P.	12. 9.41

Etablissement d'un nouveau traité

Lettre SNCF au MTP	C.A. 26. 1.44 IO Qd d)
Dépêche du MTP à SNCF	22. 1.44
	14. 4.44

Traité passé avec le Ministère des Finances pour le transport de matières
brutes ou fabriquées et de matériel relevant des Finances.

9151

Ministère de l'Economie
Nationale et des Finances

Direction du Personnel
et du Matériel

Paris, le 14 avril 1944

C O P I E

N° 345 P.O.

Référence : Votre lettre D.531
du 22 janvier 1944

Objet : Projet de Convention

Comme suite au compte rendu
fait au Conseil dans sa séance du
26 janvier 1944.

Monsieur le Président,

Par lettre citée en référence, vous avez bien voulu me commu-
niquer le projet définitif de Convention destiné à régler les condi-
tions d'exécution des transports par fer relevant de mon Département.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je n'ai pas d'objec-
tion à présenter au sujet de ce projet, dont le texte reçoit mon en-
tière approbation.

.....

Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français
83, rue Saint-Lazare - PARIS (IX°) -

Vous pourrez, en conséquence, faire établir les deux originaux de la Convention et l'échange des signatures sera susceptible d'intervenir à bref délai.

En ce qui concerne la date d'entrée en vigueur des dispositions de la nouvelle Convention, il vous appartiendra de déterminer celle qui vous apparaîtra la plus opportune.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

P. le Ministre Secrétaire
d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances,
Le Directeur Général chargé de la
Direction du Personnel et du Matériel,
Signature.

26 janvier 1944

91/171

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 26 janvier 1944

Questions diverses

d) Convention pour l'exécution des transports
du Ministère des Finances.

P.V. -15-

M. LE PRESIDENT expose que les anciens Réseaux avaient conclu un traité avec le Ministère des Finances pour l'exécution des transports de toute nature relevant de ce Département. Ce traité comportait une réduction de 4 % sur les prix tarifaires en contrepartie de l'engagement pris par l'Administration de remettre au Chemin de fer, sauf exceptions explicitement prévues, la totalité de son trafic.

La situation s'est modifiée depuis 1938 sur deux points :

- d'une part, l'article 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F. est venu définir les conditions auxquelles les arrangements ou conventions avec les Services Publics pourront à l'avenir comporter des modifications par rapport aux tarifs ordinaires;

- d'autre part, l'article 4 du décret-loi du 12 novembre 1938 dispose que, sauf certaines dérogations, tous les transports de marchandises effectués pour le compte des Services Publics doivent être assurés par le Chemin de fer.

Dans ces conditions, la S.N.C.F. a dénoncé le traité qui la liait et celui-ci a cessé d'être appliqué le 1er janvier 1942.

Des négociations ont alors été engagées avec l'Administration des Finances en vue de l'élaboration d'une nouvelle Convention et l'accord vient d'être réalisé. Il n'est plus prévu aucune réduction sur les tarifs commerciaux, sauf en ce qui concerne les tabacs et allumettes, pour lesquels ont été reprises les dispositions de l'arrangement particulier du 2 juin 1943, approuvé par le Conseil le 26 mai 1943. Pour le surplus, le traité maintient, dans l'ensemble, le régime antérieur, sous réserve de diverses adaptations inspirées des dispositions qui figurent déjà dans la plupart des Conventions passées avec d'autres Départements.

Le Conseil prend acte de ce compte rendu.

.....

[illegible]

1. 凡在本行存款，利息按日计算，按月结息。
 2. 本行办理各种存款，利率从优。
 3. 本行办理各种放款，手续简便。
 4. 本行办理各种汇兑，安全可靠。
 5. 本行办理各种保险，赔偿及时。
 6. 本行办理各种信托，管理严格。
 7. 本行办理各种代理，服务周到。
 8. 本行办理各种咨询，信息准确。
 9. 本行办理各种保管，设施完善。
 10. 本行办理各种租赁，租金合理。

一、關於我國經濟建設之現狀
 二、關於我國經濟建設之方針
 三、關於我國經濟建設之步驟
 四、關於我國經濟建設之組織
 五、關於我國經濟建設之經費
 六、關於我國經濟建設之人才
 七、關於我國經濟建設之技術
 八、關於我國經濟建設之交通
 九、關於我國經濟建設之教育
 十、關於我國經濟建設之衛生
 十一、關於我國經濟建設之社會
 十二、關於我國經濟建設之文化
 十三、關於我國經濟建設之藝術
 十四、關於我國經濟建設之體育
 十五、關於我國經濟建設之宗教
 十六、關於我國經濟建設之法律
 十七、關於我國經濟建設之政治
 十八、關於我國經濟建設之軍事
 十九、關於我國經濟建設之外交
 二十、關於我國經濟建設之國際

上卷 卷一 卷二 卷三 卷四 卷五 卷六 卷七 卷八 卷九 卷十 卷十一 卷十二 卷十三 卷十四 卷十五 卷十六 卷十七 卷十八 卷十九 卷二十 卷二十一 卷二十二 卷二十三 卷二十四 卷二十五 卷二十六 卷二十七 卷二十八 卷二十九 卷三十 卷三十一 卷三十二 卷三十三 卷三十四 卷三十五 卷三十六 卷三十七 卷三十八 卷三十九 卷四十 卷四十一 卷四十二 卷四十三 卷四十四 卷四十五 卷四十六 卷四十七 卷四十八 卷四十九 卷五十 卷五十一 卷五十二 卷五十三 卷五十四 卷五十五 卷五十六 卷五十七 卷五十八 卷五十九 卷六十 卷六十一 卷六十二 卷六十三 卷六十四 卷六十五 卷六十六 卷六十七 卷六十八 卷六十九 卷七十 卷七十一 卷七十二 卷七十三 卷七十四 卷七十五 卷七十六 卷七十七 卷七十八 卷七十九 卷八十 卷八十一 卷八十二 卷八十三 卷八十四 卷八十五 卷八十六 卷八十七 卷八十八 卷八十九 卷九十 卷九十一 卷九十二 卷九十三 卷九十四 卷九十五 卷九十六 卷九十七 卷九十八 卷九十九 卷一百

[illegible][illegible]

SOCIÉTÉ NATIONALE

DES

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Convention pour l'exécution des transports du Ministère des Finances

Les arrangements ou conventions conclus dans le cadre de
l'Article 29 sont de la compétence du Conseil.

Toutefois il est d'usage que les conventions de paiement différé
soient signées directement par le Président et le Vice-Président

Dans le cas particulier la convention proposée ne consiste de
réduction de tarif sur pour les tabacs. En cette matière elle ne
fait que reprendre la disposition de l'arrangement particulier des
27 juin 1943 qui avait été soumis au Conseil dans la question d'avis
le 26/5/1943 et comportait la possibilité de facile conclusion indifférente.

Les autres dispositions de la Convention comportent le paiement différé
et d'autres arrangements secondaires non tarifaires (touchant la garantie
en particulier)

Dans ces conditions il apparaît qu'il suffirait de faire au
Conseil un compte rendu de cette affaire à posteriori.

9151

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 12 septembre 1941

561-1

C O P I E

536 - 53

41.1229

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de la lettre que j'adresse ce jour à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, pour l'informer que nous dénonçons, à la date du 1er janvier 1942, les dispositions du Traité passé le 26 juillet 1920 pour le transport des matières brutes ou fabriquées et du matériel appartenant aux différents services de son Département.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
244, Boulevard Saint-Germain
PARIS (7°)

9151

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

C O P I E

Paris, le 12 septembre 1941

561 - 1

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 11 juillet 1939, nous avons attiré votre attention sur le fait que les dispositions du traité conclu le 26 juillet 1920, en vue de régler les conditions d'exécution des transports de matières brutes ou fabriquées et de matériel relevant de votre département, n'étaient plus en harmonie avec les prescriptions de l'article 29 de notre Cahier des Charges, et nous avons dénoncé ce traité à la date du 1er janvier 1940.

Par la suite, en raison des difficultés rencontrées du fait de la dispersion des différents services de l'Administration des Finances, pour l'établissement d'une nouvelle convention, nous vous avons proposé, par lettre P. 536-53-455/38/C du 14 avril 1940, de maintenir provisoirement l'ancien traité en vigueur, étant entendu que cette prorogation vaudrait jusqu'à nouvel ordre, sauf nouveau préavis de trois mois pour la faire cesser.

Vous avez bien voulu m'accuser réception de cette communication par lettre "Direction du Personnel et du Matériel" n° 10.363 - P du 11 mai 1940.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, rien ne paraissant plus s'opposer à la mise au point définitive d'un nouveau traité, notre Société dénonce, par la présente lettre, le traité du 26 juillet 1920, à la date du 1er janvier 1942.

La S.N.C.F. se tient à la disposition de votre département pour examiner, si vous le désirez, la préparation en commun d'un nouveau contrat dans le cadre de l'article 29 de son cahier des charges. Elle serait en mesure, à votre convenance, de vous présenter un projet dans un délai assez rapproché en vue de sa mise en application à la date où les dispositions actuelles cesseront d'être en vigueur.

En ce qui concerne les modalités de paiement des frais de transport, nous nous inspirerions des directives que vous avez bien

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances
à VICHY

voulu nous donner par votre lettre "Direction de l'Economie Générale - Groupe III/1 du 8 juillet 1941", relatives à l'unification des conditions de paiement pour toutes les Administrations publiques.

Je vous serais obligé de bien vouloir m'accuser réception de la présente lettre.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.